



## EDITORIAL LE CEIFAC



Collège Européen des  
Investigations Financières et  
Analyse financière Criminelle

*L'équipe du GRASCO est heureuse de vous informer de la création du CEIFAC, le collège européen des investigations financières et de l'analyse financière criminelle à l'Université de Strasbourg. Discours prononcé par Chantal CUTAJAR, Directrice générale du CEIFAC à l'occasion de la présentation du Collège à la presse le 17 octobre 2013 à Strasbourg.*

## SOMMAIRE

EDITO.....	1
DOSSIER DE PRESSE.....	5



La création du CEIFAC est le résultat d'un travail initié de longue date. Pour être précis, en septembre 2009, le GRASCO, organisait à l'Université de Strasbourg un colloque qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage intitulé « Garantir que le crime ne paie pas - Stratégie pour enrayer le développement des marchés criminels » publié aux Presses Universitaires de Strasbourg <http://www.pu-strasbourg.com/droit/cdent/garantir.htm>



## INFORMATION PUBLICATION

LE NUMÉRO 7  
DE LA REVUE  
DU GRASCO

SERA EN LIGNE

LE 17 NOVEMBRE 2013

Parmi les recommandations formulées dans le rapport à destination de la commission européenne, figurait la nécessité de créer un collège européen d'une nature tout à fait particulière<sup>1</sup>.

En effet, le CEIFAC n'est pas un simple centre de formation comme il en existe plusieurs, le CEIFAC se veut un outil européen au service de la lutte contre l'expansion de l'économie criminelle alimentée par les profits illicites.



### De quoi s'agit-il ?

Le constat dressé par Europol dans le rapport SOCTA en 2013 est édifiant :

- environ 3600 groupes criminels organisés sont actifs au sein de L'UE.
- Ces groupes sont interconnectés, plurinationaux, et polycriminels. Ils prolifèrent dans des secteurs très diversifiés comme l'élimination des déchets illicites, le trafic d'espèces en voie de disparition, les investissements illégaux dans des projets immobiliers, l'immigration illégale, le trafic d'armes, la contrefaçon de documents.
- Ils utilisent le blanchiment et la corruption pour infiltrer l'économie légale.

Nous avons à faire face à des organisations criminelles qui agissent sur le mode entrepreneurial et qui gèrent leurs activités comme le feraient n'importe quel chef d'entreprise.

Ce **phénomène de l'infiltration de l'économie légale par la criminalité organisée est extrêmement préoccupant** parce qu'il menace l'espace de liberté, de sécurité et de justice que doit être l'Europe.

Or, que constate-t-on ?

Nous constatons que malgré une coopération croissante entre les services répressifs et les autorités judiciaires, tant aux niveaux nationaux qu'europpéen, **les réseaux criminels internationaux demeurent très actifs et réalisent des profits illicites considérables.**

Il est impératif si l'on veut être efficace de changer de braquet : il faut adapter les moyens au but recherché.

L'objectif est clair : enrayer le développement de l'économie criminelle

Le moyen : systématiser au sein de l'Union européenne les investigations financières.

### De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'enquêtes axées sur les aspects financiers liés à des actions criminelles. Elles permettent d'identifier l'ampleur des réseaux criminels, de comprendre le mode opératoire des



organisations criminelles et leurs modalités de financement. Mais elles vont aussi permettre d'identifier et de dépister le produit du crime et au-delà de tous les biens qui pourront être confisqués.

## Que va faire le CEIFAC ?

### 1° De la formation

Il va former les autorités de poursuite : police/gendarmerie/douanes et de justice des Etats membres et des pays candidats.

Cette formation se déroule en deux phases :

- une phase en e-learning : il s'agit de donner les fondamentaux du droit pénal de l'Union européenne : cadre juridiques et institutionnel - les méthodes de coopération - les bases juridiques des principales infractions : blanchiment, corruption, marchés publics - infractions douanières - fraude à la TVA - contrefaçon - TEH - Cyber criminalité. Les stagiaires ont accès à l'e-learning dès leur inscription.
- Une phase en présentiel d'une durée de trois semaines : 28 octobre - 15 novembre : L'enseignement alternera des cours classiques et le déroulé d'un cas fil rouge. Ce cas constitue une réelle innovation. Il a été élaboré à partir d'affaires réelles qu'ont eu à traiter les membres du comité de pilotage. L'histoire commence à Kehl où un contrôle douanier est opéré au Km 23 dans le sens Luxembourg-France-Suisse. Les douaniers découvrent dans le Véhicule Audi A 8 une facture de vente de droits d'émission de carbone et 1 million d'euros en diverses coupures. Le cas permet de voyager dans plusieurs pays, y compris dans des paradis fiscaux. Il y sera question de blanchiment de traite des êtres humains, de fraude fiscale grave, fraude aux droits d'émission de CO2, de fraudes aux subside européens, d'infractions douanières, trafic de

biens culturels, de marchés publics et de corruption. Le cas sera l'occasion aussi pour les stagiaires de se confronter à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

L'Université de Strasbourg délivrera un diplôme d'université aux stagiaires qui ont suivi la formation et qui se seront soumis à la procédure d'évaluation.

## 2° De la recherche

Le CEIFAC est adossé pour le projet recherche au GRASCO qui est une équipe de recherche de l'UMR DRES. Il va développer un programme de recherche dont la finalité est d'être force de proposition pour la Commission européenne dans le cadre de la réflexion qu'elle conduit sur l'adoption d'un instrument juridique destiné à étendre les investigations financières à l'échelle européenne.

C'est une question complexe.



Pour conduire des investigations financières, il faut en effet pouvoir accéder à des informations économiques et financières : par exemple, le nom des bénéficiaires réels des sociétés et des trusts, le nom des bénéficiaires réels des titulaires des comptes bancaires. Il faut pouvoir accéder à des documents comptables, des informations concernant la propriété des immeubles, des bateaux etc...

Or, il n'existe aucune uniformisation à l'échelle européenne

concernant le contenu, voir même l'existence de fichiers. C'est ainsi par exemple que seuls quelques pays au sein de l'Union dispose d'un fichier de comptes bancaires. Or, en l'absence d'un tel fichier, les autorités de poursuite sont contraintes de s'adresser à chacun des établissements bancaires susceptibles d'abriter des fonds pour suivre les flux financiers. Il en va de même des bénéficiaires réels des sociétés dont l'identité ne figure pas toujours dans les registres des sociétés.

Il faut aussi pouvoir mutualiser les connaissances sur les typologies de schémas frauduleux. Mettre à disposition des autorités de poursuite les bonnes pratiques susceptibles d'être étendues.

Telles seront les finalités de la référothèque du CEIFAC qui est une base de données informatique qui permettra d'identifier et de réunir des informations utiles aux investigations financières, à partir des sources ouvertes disponibles.

Cette base de données en accès restreint offrira aux autorités de poursuite et de justice des Etats membres un outil pour accéder à une meilleure connaissance des phénomènes criminels contre lesquels ils luttent.

### 3°) Le CEIFAC : laboratoire de la construction de l'Europe de la Justice et de la liberté avec les citoyens

La lutte contre la criminalité organisée doit mobiliser l'ensemble des citoyens. Cela nécessite qu'ils soient informés des enjeux et des obstacles auxquels sont confrontés les autorités de poursuite.

Il est important aussi que cette lutte se fasse dans le respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont consacrés par la Con-

vention européenne des droits de l'Homme et par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.



Le CEIFAC conduira donc une réflexion en lien avec la société civile autour de l'équilibre fragile et complexe à trouver entre les impératifs liés d'une part à la sécurité et, d'autre part à l'indispensable protection des libertés individuelles et des droits fondamentaux.

Ainsi le CEIFAC organisera des colloques ouverts au public pour que les citoyens soient mis en mesure de s'approprier les enjeux de cette lutte difficile contre le développement de l'économie criminelle.

### Le comité de pilotage du CEIFAC

**Le CEIFAC est composé d'un comité de pilotage qui réunit tous nos partenaires français et européens**

1. Université de Lausanne/Suisse (Quentin Rossy /Olivier Ribaux/Simon Baechler)
2. Gendarmerie Nationale/France (Lieutenant-Colonel Philippe Marie)
3. Europol (Burkhardt Muehl).
4. Direction générale des douanes et droits indirects/France (Denis Bertuit)
5. Service central d'analyse criminelle opérationnelle/Belgique (Marc Simon)
6. Service national de douane judiciaire/France (Solange Morracchini - Hervé Letoquex).

7. Office de lutte anti-fraude de Catalogne/Espagne (Marisa Mirallès-Higon - Bruno Gonzalès-Valdelièvre)

8. Commission pour la saisie des avoirs criminels/Bulgarie (Vladislava Petrova)

9. Service de police judiciaire du Luxembourg (Lucien Schiltz & Eric Ludwig)

10. Institut des experts judiciaires/Belgique (Olivier Deblinde)



### Le CEIFAC compte parmi son équipe des experts associés

Le Chef de la Division Nationale des Investigations Financières de la Direction Centrale de la Police Judiciaire Française. Christine Dufau,

Une magistrate, Eurojust Sylvie Petit-Leclerc,

Ce CEIFAC c'est une équipe permanente composée par :

**Juliette Lelieur**, Maître de conférences habilitée à diriger les recherches à l'Université de Strasbourg est responsable pédagogique du cours en e-learning. Elle a mobilisé les meilleurs spécialistes qui ont rédigé un cours de près de 300

pages à l'attention exclusive des stagiaires.

**Philippe MARIE Lieutenant-Colonel de la gendarmerie nationale** : directeur de la Logistique et de la mise en œuvre de la formation. Il est mis à disposition par la gendarmerie nationale pour contribuer à la réussite du CEIFAC à laquelle il s'emploie avec une compétence et un investissement hors du commun.

Sa mission, tournée vers les stagiaires est essentielle. Elle consiste tout d'abord à mobiliser les autorités de poursuite et de justice des Etats membres pour identifier et proposer au comité de pilotage, parmi les candidatures proposées, les personnes qui seront le mieux à même de disséminer la formation au sein de l'institution dont ils relèvent.

Elle consiste ensuite à assurer la logistique de la formation qui est extrêmement lourde puisqu'il s'agit de recevoir à Strasbourg pendant trois semaines 30 personnes. Il a concocté en lien avec les services de la ville et de la CUS, du Département et de la Région Alsace un programme culturel à destination des stagiaires.

**Clélia RONDANINI**, responsable administrative et financière du projet. La complexité de la gestion des projets européens se double de celle liée au fonctionnement de l'Université. Il fallait pour ce poste de la compétence et du charisme. Nous avons re-

cruté la perle rare : Clélia Rondanini a en charge l'immense responsabilité de veiller au respect des règles à la fois de l'Union européenne et de celles de l'Université.



**Sébastien DUPENT**, ingénieur de recherche est le responsable du projet informatique du CEIFAC auquel il se consacre à temps complet. Je tiens à saluer l'engagement de Sébastien qui a quitté un emploi d'ingénieur à durée indéterminée pour venir à l'Université sur un CDD de deux ans participer à ce projet.

**Elena PELLISSER**, spécialiste du montage et de l'audit des projets européens. Sa parfaite connaissance du fonctionnement des institutions européennes et de leurs attentes en font un rouage essentiel de notre dispositif. Elle a en charge notamment le contrôle de la qualité du projet en vue de son évaluation par la commission.

Notes :

1 Français : [http://www.em-strasbourg.eu/ueif/docs/brochure\\_fr.pdf](http://www.em-strasbourg.eu/ueif/docs/brochure_fr.pdf)

English : [http://www.em-strasbourg.eu/ueif/docs/brochure\\_gb.pdf](http://www.em-strasbourg.eu/ueif/docs/brochure_gb.pdf)

### Inscription à la newsletter et à la revue du GRASCO

Par mail : [abonnement@larevuedugrasco.eu](mailto:abonnement@larevuedugrasco.eu)

Sur le site du GRASCO : [http://www.grasco.eu/inscription\\_newletters.php](http://www.grasco.eu/inscription_newletters.php)

Diffusion gratuite de vos offres d'emploi, événements, manifestations et parutions ouvrages<sup>1</sup>

Par mail : [grasco@sfr.fr](mailto:grasco@sfr.fr)

<sup>1</sup> après validation de la rédaction



## LE CEIFAC, COLLÈGE EUROPÉEN DES INVESTIGATIONS FINANCIÈRES ET DE L'ANALYSE FINANCIÈRE CRIMINELLE UN OUTIL UNIQUE EN EUROPE AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE CRIMINELLE



### I. - Le CEIFAC, fruit d'une collaboration entre universitaires et autorités de poursuite à l'échelle européenne.

Le GRASCO, (Groupe de recherches-actions sur la criminalité organisée) est un laboratoire de recherche au sein de l'Unité Mixte de Recherches Droit-Religion-Entreprise-Société 7354 de l'Université de Strasbourg qui s'est spécialisé dans les recherches-actions en matière de prévention et de répression de l'économie criminelle <http://grasco.u-strasbg.fr>.

Il a développé une expertise reconnue à l'échelle européenne en matière de formation et de recherche aux investigations financières ainsi qu'en ce qui concerne la saisie et la confiscation des avoirs criminels. Il a notamment réalisé avec le concours financier de la commission européenne les premières « Universités d'été des investigations financières et de l'analyse financière criminelle » qui se sont tenues du 1<sup>er</sup> au 11 juillet 2010 à Strasbourg avec le soutien financier des collectivités

territoriales.

Certaines des recommandations formulées à l'issue de ces universités d'été ont été prises en compte par la Commission pour construire une réflexion autour des investigations financières à l'échelle européenne.

**Le CEIFAC est un projet collectif, résultat de la collaboration étroite avec :**

Université de Lausanne/Suisse (Quentin Rossy /Olivier Ribaux/ Simon Baechler)

Gendarmerie Nationale/France (Lieutenant-Colonel Philippe Marie)

Europol (Burkhart Muehl).

Direction générale des douanes et droits indirects/France (Denis Bertuit)

Service national de douane judiciaire/France (Solange Moracchini - Hervé Letoquaux).

Office de lutte anti-fraude de Catalogne/Espagne (Marisa Miralès-Higon - Bruno Gonzalès-Valdelièvre)

Commission pour la saisie des

avoirs criminels/  
Bulgarie (Vladislava Petrova)

Service de police judiciaire du Luxembourg (Lucien Schiltz & Eric Ludwig)

Institut des experts judiciaires/  
Belgique (Olivier Deblinde)

Service central d'analyse criminelle opérationnelle/Belgique (Marc Simon)

**Le CEIFAC compte parmi son équipe des experts associés**

Christine Dufau, Chef de la Division Nationale des Investigations Financières de la Direction Centrale de la Police Judiciaire Française.

Sylvie Petit-Leclerc, Magistrate, Eurojust

Elena Pelliser, Consultante management qualité et projets européens, France

**Le CEIFAC est administré par une équipe permanente**

**Directrice générale :** Chantal CUTAJAR, Enseignant-chercheur à l'Université de Strasbourg, directrice du GRASCO et du Master 2 Juriste Sécurité Financière-Compliance officer

**Directeur logistique** : Philippe MARIE, Lieutenant-Colonel Gendarmerie nationale

**Responsable pédagogique du cours en e-learning** : Juliette LELIEUR, Maître de conférences Université de Strasbourg

**Responsable du programme informatique** : Sébastien DUPENT, Ingénieur de recherche

**Responsable administrative et financière** : Clelia RONDANINI

## II. - Le CEIFAC, outil au service de la lutte contre l'économie criminelle au moyen des investigations financières

### 1. Lutter contre le développement de la criminalité organisée en Europe.

Selon le rapport SOCTA 2013 d'Europol, environ 3600 groupes criminels organisés sont actifs au sein de l'UE. Ces groupes sont interconnectés. 70 % sont composés de membres de plusieurs nationalités. 30 % sont des organisations polycriminelles. La corruption fait partie intégrante de l'activité de certaines organisations criminelles et l'infiltration des secteurs public et privé par la criminalité organisée au moyen de la corruption constitue une menace sérieuse. Leur activité se développe notamment dans les secteurs de l'élimination des déchets illicites, du trafic d'espèces en voie de disparition, des investissements illégaux dans des projets immobiliers, de la facilitation de l'immigration illégale, du trafic d'armes, de la contrefaçon de documents et d'autres crimes qui peuvent être facilités avec la complicité des

administrations locales ou nationales.

Tous les pays sont concernés par la corruption et la crise financière qui touche tous les Etats membres constitue un catalyseur potentiel de la corruption dans le secteur public. La gravité de la menace est d'autant plus importante que la corruption conduit non seulement à des distorsions de concurrence mais aussi à l'érosion de la confiance dans les autorités et le système judiciaire.

Les organisations criminelles infiltrent l'économie en utilisant des sociétés commerciales ainsi que des professionnels du chiffre et du droit pour maintenir une façade de légitimité, aux activités criminelles et blanchir les sommes provenant des trafics illicites. Ces sociétés interviennent dans l'organisation des activités criminelles en permettant de réaliser des bénéfices en apparence légaux. Elles sont également des outils au service de la commission de trafics illicites lucratifs. Elles peuvent être créées par les organisations criminelles mais celles-ci peuvent également convaincre des dirigeants de coopérer ou les contraindre de le faire par la menace ou la corruption.

Nous sommes confrontés à des organisations criminelles qui agissent sur le mode entrepreneurial et qui gèrent leurs activités comme le ferait n'importe quel chef d'entreprise. Cela explique que malgré une coopération croissante entre les services répressifs et les autorités judiciaires, tant au niveau national qu'au niveau européen, **les réseaux criminels internationaux demeurent très actifs et réalisent des profits illicites considérables.**

La criminalité transnationale organisée constitue l'un des défis majeurs auquel est confrontée l'UE parce qu'elle met en péril la création de l'espace de liberté, de sécurité et de justice. **Le phénomène de l'infiltration de l'économie légale par la grande criminalité et la criminalité organisée, y compris le financement du terrorisme, est particulièrement préoccupant.**

Pour parer à cette menace, la Commission européenne exhorte l'ensemble des autorités répressives et judiciaires de l'Union européenne à mener « une action rapide et de grande envergure ».

### 2. Le développement des investigations financières : un impératif à l'échelle européenne

Les investigations financières sont une technique d'enquête au service de la découverte et du démantèlement des réseaux criminels. Il s'agit de perturber les réseaux criminels internationaux et de lutter contre les incitations financières qui les motivent.

*L'investigation financière* est une enquête axée sur les aspects financiers en lien avec un comportement criminel. Elle vise d'une part à identifier l'ampleur de réseaux criminels et d'autre part, à identifier et dépister le produit du crime, les fonds terroristes et tout autre bien soumis ou susceptible dans le but de les confisquer.

Les nouvelles recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), adoptées en février 2012, font désormais des enquêtes financières l'un des éléments essentiels de la lutte contre le blanchiment d'argent.

© Toute reproduction ou utilisation des articles de la revue du GRASCO est interdite sans l'autorisation préalable du GRASCO et ne peut être effectuée qu'en vue de l'utilisation qui aura été acceptée par le GRASCO

La Revue du GRASCO doit être citée de la manière suivante : L.R.D.G., année, n° xx, p. xxx

Le programme porté par le CEIFAC répond à la recommandation de la Commission faite aux Etats membres de renforcer les investigations financières et, dans toute la mesure du possible, de procéder à des enquêtes financières dans toutes les affaires de grande criminalité et de criminalité organisée.

**Le champ des investigations financières s'étend donc bien au-delà des infractions économiques et de la criminalité financière. Elles vont permettre de comprendre le mode opératoire des organisations criminelles ainsi que les modalités de financement, la provenance et la destination des flux financiers illicites.**

La mise en œuvre de ces investigations nécessite des outils juridiques et des autorités de poursuite et de justice spécialement formés.

### **III. - Le CEIFAC, laboratoire de la construction de l'Europe de la Justice et de la liberté par la recherche.**

Le CEIFAC est le premier laboratoire universitaire européen de la construction d'une Europe juste et harmonieuse, qui s'inscrit dans le prolongement de la vocation de l'Université de Strasbourg à contribuer à la construction de l'Europe de la connaissance.

Dans sa communication COM (2010) 2020 final FR, la commission juge qu'en contribuant à protéger l'économie légale, la généralisation des investigations financières aidera d'une part à stimuler l'activité économique et l'emploi en Europe, et, d'autre part, à préserver la durabilité de la croissance conformément à la stratégie « Europe 2020 ».

La mise en œuvre d'investigations financières nécessite de traiter des informations qui ne sont pas collectées par les Etats membres de l'Union de manière uniforme. Le CEIFAC met en place une référothèque qui est une base de données informatique qui permettra d'identifier et de réunir des informations utiles aux investigations financières, à partir des sources ouvertes disponibles.

La référothèque constituera également un centre de connaissances qui permettra aux autorités de poursuite des Etats membres de disposer des typologies des phénomènes criminels. Il centralisera également les bonnes pratiques en matière d'investigations financières.

Cette base de données en accès restreint offrira aux autorités de poursuite des Etats membres un outil pour accéder à une meilleure connaissance des phénomènes criminels contre lesquels ils luttent.

### **IV. Le CEIFAC : laboratoire de la construction de l'Europe de la Justice et de la liberté avec les citoyens.**

La lutte contre la criminalité organisée doit mobiliser l'ensemble des citoyens. Cela nécessite qu'ils soient informés des enjeux et des obstacles auxquels sont confrontés les autorités de poursuite. Il est important aussi que cette lutte se fasse dans le respect des droits fondamentaux tels qu'ils sont consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme et par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le CEIFAC conduira une réflexion avec la société civile autour de l'équilibre fragile et complexe à trouver entre les impératifs liés à la sécurité et l'indispensable protection des libertés individuelles. La reconnaissance mutuelle des décisions de justice au sein de l'UE constitue la pierre angulaire de la coopération judiciaire et policière. Elle est fondée sur la confiance que les Etats s'accordent mutuellement. Mais pour la renforcer, il est nécessaire de garantir le plus haut niveau de respect des droits fondamentaux.

Ainsi le CEIFAC organisera des colloques ouverts au public pour que les citoyens soient mis en mesure de s'appropriier les enjeux de cette lutte difficile contre le développement de l'économie criminelle.

---

#### **LA REVUE DU GRASCO**

Université de Strasbourg, UMR-DRES 7354

11, rue du Maréchal Juin - BP 68 - 67046 STRASBOURG CEDEX

Site internet : <http://www.GRASCO.eu>

Adresse mail : [GRASCO@sfr.fr](mailto:GRASCO@sfr.fr)

Directeur de la Publication : Chantal CUTAJAR

Directrice adjointe de la publication : Jocelyne KAN

Rédacteur en chef : Gilbert BREZILLON

Conception - Réalisation : Sébastien DUPENT

Relecture - Correction : Claudia-Vanita DUPENT